

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz

Metz, le 12 février 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KLV ENVIRONNEMENT

14 route de Marimont
57260 Bourgaltroff

Références : BOURGALTROFF_KLV_2024-02-09_RAPVI_LVM_25948.odt
Code AIOT : 0006207081

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2024 dans l'établissement KLV ENVIRONNEMENT implanté route de Marimont route départementale 28 57260 Bourgaltroff. L'inspection a été annoncée le 21/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KLV ENVIRONNEMENT
- route de Marimont route départementale 28 57260 Bourgaltroff
- Code AIOT : 0006207081
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société KLV Environnement exploite une installation de stockage de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes ainsi qu'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Bourgaltroff.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°2008-DDE/SAH-033 du 26 juin 2008 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- déchets
- eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations

dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une demande de justificatifs à l'exploitant :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3 | Quantités maximales de déchets admissibles | arrêté préfectoral du 01/09/2020, article 2 | / | Demande de justificatif | 1 mois |
| 4 | Déclaration annuelle des déchets (GEREP) | arrêté ministériel du 31/01/2008, article 4 | / | Demande de justificatif | Avant le 31 mars 2024 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Campagne d'identification et d'analyse des | arrêté ministériel du 20/06/2023, article 3 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| | substances PFAS | | |
| 2 | Fréquence d'analyse des substances PFAS | arrêté ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée lors de la visite d'inspection du 16 janvier 2024. Cependant, l'inspection attend de l'exploitant des éléments relatifs aux quantités de déchets notamment d'amiante liée admissibles et admises déclarées et à déclarer pour 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : arrêté ministériel du 20/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, PFAS |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [Tableau non reproduit] 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes : [Tableau non reproduit]</p> |
| <p>Constats : La société KLV Environnement est soumise à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760 (Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne pas avoir réalisé de campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur l'unique point de rejet aqueux de l'établissement (rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées). Quant aux lixiviats (eaux météoriques s'infiltrant dans les massifs de déchets), ils sont collectés dans un puits et pompés pour élimination vers une filière de traitement autorisée. Par conséquent, la campagne d'analyse des substances PFAS doit porter sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées collectées dans un bassin de rétention avant rejet dans le milieu naturel. Par courriel du 24 janvier 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection un devis signé du 24 janvier 2024 pour la réalisation des campagnes d'analyse par un organisme agréé (laboratoire GKF Environnement) à partir du mois de février 2024.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Fréquence d'analyse des substances PFAS

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : arrêté ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, PFAS |
| Prescription contrôlée : [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : [Tableau non reproduit] [...] Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial. III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...] |
| Constats : L'exploitant étant soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760 de la nomenclature ICPE, le délai de 3 mois après parution de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé est retenu pour la première campagne d'analyse des substances PFAS, soit avant le 20 septembre 2023. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne pas avoir réalisé de campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur l'unique point de rejet aqueux de l'établissement (rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées). Par courriel du 24 janvier 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection un devis signé du 24 janvier 2024 pour la réalisation des campagnes d'analyse par un organisme agréé (laboratoire GKF Environnement) à partir du mois de février 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Quantités maximales de déchets admissibles

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 01/09/2020, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, déchets entrants |
| Prescription contrôlée : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à : - Déchets inertes (hors déchets d'amiante liés à des matériaux inertes) : 60 000 tonnes ; - Déchets d'amiante liés à des matériaux inertes : 34 180 tonnes. |
| Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le détail du registre des admissions de déchets pour les années 2021 et 2022. En 2021, l'exploitant a réceptionné 6 695 tonnes de déchets inertes (hors déchets d'amiante liés à des matériaux inertes) et 34 138 tonnes de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes (code déchet unique 170605*). En 2022, l'exploitant a réceptionné 8 507 tonnes de déchets inertes (hors déchets d'amiante liés à des matériaux inertes) et 34 280 tonnes de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes (code déchet unique 170605*). |
| Type de suites proposées : Avec suite |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En 2022, l'installation a reçu 100 tonnes de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes (code déchet unique 170605*) de plus qu'autorisées. L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous un mois ce dépassement. Une mise en demeure pourra être proposée si un nouveau dépassement est constaté pour l'année 2023 (cf point de contrôle n°4). |

N° 4 : Déclaration annuelle des déchets (GEREP)

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : arrêté ministériel du 31/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déchets |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -l'origine géographique des déchets par nature du déchet ; -le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ; -les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3. IV.-Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. [...] |
| Constats : La société KLV Environnement est soumise à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets en tant qu'installation classée soumise à autorisation au titre de la rubrique 2760 de la nomenclature ICPE (annexe Ia) et en tant qu'établissement exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 (5-c Installation d'élimination de déchets non dangereux ayant une capacité de plus de 50 tonnes par jour) (annexe Ib). En ce sens, elle est tenue de déclarer chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités de déchets admises sur le site. Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les déclarations annuelles 2021 et 2022 des déchets reçus d'amiante liés à des matériaux inertes ainsi que des déchets inertes transmis par courrier à la préfecture de la Moselle. Ces déclarations contiennent les tonnages globaux provenant du département de la Moselle ainsi que d'autres provenances géographiques (regroupement des tonnages des autres départements français et des pays étrangers). Ces déclarations ne comprennent pas : -la nature du déchet (code du déchet) ; -la quantité par nature du déchet ; -l'origine géographique des déchets par nature du déchet ; -le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ; -les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3. - dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, le numéro de notification. Par courriel du 24 janvier 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les déclarations annuelles 2021 et 2022 modifiées des déchets reçus d'amiante liés à des matériaux inertes ainsi que des déchets inertes contenant le niveau de détail demandé à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008. |
| Type de suites proposées : Avec suite |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Aucune déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets n'a été effectuée par l'exploitant sur l'application GEREP depuis la mise en place de l'outil. L'inspection demande à l'exploitant de déclarer sur l'application GEREP les données d'émissions polluantes et des déchets de l'année 2023 entre le 1er janvier 2024 et le 31 mars 2024. |